

<https://www.ricochets.cc/Ministres-editorialistes-et-sondeurs-dans-un-meeting-d-extreme-droite-8300.html>



# Ministres, éditorialistes et sondeurs dans un meeting d'extrême droite

- Les Articles -



Date de mise en ligne : jeudi 3 avril 2025

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Retailleau, Valls, Blanquer... rivalisent pour savoir qui d'entre eux sera le plus extrême droite compatible.**

A présent que Marine Le Pen risque de rester inéligible, ils vont sans doute redoubler d'efforts pour tenter de prendre sa place ou en tout cas d'avoir un ministère si l'extrême droite l'emportait pour de bon au niveau national ?

Plus bas, des échos de l'internationale autoritaire qui soutien Marine Le Pen

## Les dirigeants français à une conférence d'extrême droite sponsorisée par Israël

Ministres, éditorialistes, sondeurs, à une soirée organisée par Elnet, lobby proche de Netanyahou, et financée par le milliardaire fasciste Pierre-Édouard Stérin

**« Vive le sport et à bas le voile bien sûr » exulte Bruno Retailleau, Ministre de l'Intérieur au physique de dispensé de sport, le 26 mars devant une salle comble. Face à lui, le public scande « Retailleau, président ! » La salle est chauffée à blanc par ces propos violemment islamophobes, tenus par celui qui dirige la police et dont la fonction est, en principe, de permettre à toute personne d'exercer sa foi en toute liberté sans être inquiétée. Ces propos tenus en plein Ramadan constituent un palier supplémentaire dans la surenchère islamophobe que connaît le pays.**

Dans quel cadre le Ministre s'est-il permis une intervention aussi grave ? Lors d'un meeting « contre l'islamisme » organisé à Paris par un groupe baptisé « Agir ensemble », mais qui est en réalité une émanation de l'extrême droite israélienne. Derrière cette soirée, le groupe Elnet, un lobby pro-israélien dont le travail est d'influencer les cercles de pouvoir français.

**Dans cette même soirée, l'ancien ambassadeur de France en Israël, Éric Danon, a déclaré que les Palestiniens sont heureux de pouvoir clamer qu'ils sont victimes d'un génocide, qui selon lui n'existe pas : « Il leur manquait quelque chose pour être à égalité avec les juifs : il leur manquait un génocide ». Rendre responsables les palestiniens des massacres épouvantables qu'ils subissent est d'une absolue perversité. Et ces mots sont prononcés par un haut fonctionnaire, en public !**

**Manuel Valls, Ministre des Outre-Mers, est aussi monté sur le podium pour qualifier « l'extrême gauche » de « complices de l'islamisme » et appeler « la France et l'Europe à se réarmer culturellement et idéologiquement ».**

Ce n'est pas tout, au cours des discours, l'ONU et la Cour Pénale Internationale ont été sifflés pour avoir enquêté sur les crimes contre l'humanité à Gaza. Il s'agissait bien d'un meeting fasciste. **On y trouvait, en plus de Retailleau, 2.000 personnes dont l'ancien ministre Jean-Michel Blanquer, la députée sioniste fanatique Caroline Yadan, l'essayiste Raphaël Enthoven et même le patron de l'IFOP, institut de sondages qui influence les débats politiques en France. Son directeur est présenté comme un vieux « camarade de route » d'Elnet.**

Elnet signifie « European Leadership Network » et se définit comme « une organisation indépendante dédiée au renforcement des relations entre la France, l'Europe et Israël ». En réalité il s'agit d'un groupe de pression contrôlé par Netanyahou. Son directeur exécutif, Arié Bensemhoun, a déclaré publiquement : « Tous les médecins, tous les journalistes, tous les humanitaires, tous les fonctionnaires des organisations internationales qui vivent à Gaza sont des agents du Hamas. Tous ! » Une apologie de l'extermination en cours. **Lors de la soirée du 26 mars, il**

**s'exclamait : « N'ayons pas peur des mots. Il faut désigner le mal et l'ennemi pour le combattre » : « l'islamisme » et « la France insoumise ».**

Il a aussi été question d'une lutte « à la vie, à la mort », « d'interdire le voile », de « lutter contre les associations que l'État finance », « d'affirmer la fermeté face aux pays d'origine » des immigrés, du lien entre l'islamisme et « le mouvement intersectionnel », ou encore : « Il faut mettre en avant notre histoire millénaire qui ne commence pas en 1789 ». **Dans un formidable retournement du réel, la soirée s'intitulait « Pour la République », mais consistait en une série de prises de paroles réactionnaires, contre-révolutionnaires et anti-laïques tenues par des sionistes, des racistes et des catholiques intégristes.**

Elnet affiche ses objectifs sur son site internet : « constituer un réseau puissant » et « impacter l'opinion publique ». Bref, manipuler la population française et contrôler la classe politique au service des intérêts de l'extrême droite israélienne.

Mais que faisaient les plus hauts représentants de l'État français à un tel événement ? Soit les ministres du gouvernement Bayrou - qui est illégitime et non élu, rappelons-le - ont été officiellement envoyés à cet événement génocidaire, et c'est extrêmement grave, soit ils y sont allés de leur propre chef, en pleine reprise du génocide à Gaza, et c'est criminel.

**Parmi les organisateurs de cette soirée, on trouvait aussi Pierre-Édouard Stérin, un milliardaire d'extrême droite et catholique traditionaliste.** Ce dernier, qui possède l'entreprise « Smartbox », fait partie des 500 personnes les plus riches de France, et il est exilé fiscal en Belgique. Il prévoit d'investir 150 millions d'euros de sa fortune sur 10 ans pour installer l'extrême droite au pouvoir en France : un plan baptisé « Périclès », le nom du grand stratège de la démocratie athénienne, mais dont l'acronyme signifie « Patriotes-Enracinés-Résistants-Identitaires-Chrétiens-Libéraux-Européens-Souverainistes ». Tout un programme.

**Son but est de « permettre la victoire idéologique, électorale et politique » de l'extrême droite, « servir et sauver la France » et lutter contre les « maux principaux » à savoir le « socialisme, le wokisme, l'islamisme, et l'immigration », et il propose une formation pour les candidats d'extrême droite aux municipales, avec l'objectif de remporter 300 villes en 2026, en partenariat avec le RN.** Le projet « Périclès » compte créer une « réserve » de centaines d'hommes et de femmes prêtes à devenir candidates, expertes, technocrates, pour être placées dans les ministères et administrations en cas de victoire de l'extrême droite en 2027. Stérin est donc également lié à l'extrême droite israélienne, et cofinance ses événements.

Revenons pour finir à Elnet. Ce réseau crée des liens avec des élus locaux depuis des années, notamment avec la ville de Nice, dirigée par Christian Estrosi, fervent soutien d'Israël. Le maire avait d'ailleurs fait pavoiser pendant des mois des drapeaux israéliens sur sa mairie, alors qu'il avait lui-même interdit l'exhibition de drapeaux étrangers à la mairie lors des mariages.

Une enquête de Médiapart a également rappelé qu'Elnet avait envoyé une centaine de parlementaires français, tous frais payés, en Israël depuis 2017. Quand vous voyez des élus poser devant les médias depuis les territoires colonisés, pour soutenir le génocide en cours, il y a probablement de l'argent d'Elnet en toile de fond. Le patron de ce lobby estime avoir fait « plus que [sa] part » dans le soutien de « l'immense majorité » de l'Assemblée nationale et du Sénat à l'égard d'Israël depuis le 7 octobre 2023.

Elnet et les milliardaires d'extrême droite sont déjà au pouvoir

**Avec l'intervention du numéro 1 de la police française dans sa conférence raciste, on peut même considérer**

qu'Elnet et les milliardaires d'extrême droite sont déjà au pouvoir.

► source, et liens :

<https://contre-attaque.net/2025/03/30/les-dirigeants-francais-a-une-conference-dextreme-droite-sponsorisee-par-israel/>



**Ministres, éditorialistes et sondeurs dans un meeting d'extrême droite**

► voir aussi : [Le RN invité d'honneur en Israël : officialisation de l'union des fascistes et des sionistes](#) - C'est l'aboutissement d'une opération monstrueuse de renversement du réel, qui fait passer les héritiers de Pétain et d'Hitler pour les défenseurs des juifs, et les héritiers des forces issues de la Résistance, celles qui soutiennent aujourd'hui la Palestine, pour des antisémites.



**Ministres, éditorialistes et sondeurs dans un meeting d'extrême droite**

► Dans la même veine :

- [Médias dominants, dirigeants étrangers, classe politique française : le système au secours de Marine Le Pen](#) - De Washington à Moscou, de Cnews à Darmanin : tour d'horizon des soutiens de Marine Le Pen après sa condamnation (...) Et, quelques heures plus tard, miracle : le procès était fixé en 2026, donc l'an prochain, un an avant la présidentielle. Ce qui permettrait de réviser la peine, par exemple réduire la période d'inéligibilité, pour permettre, comme par magie, à Le Pen de se présenter. Vous voyez venir l'arnaque ?
- [Comment l'extrême droite et les médias mettent une cible dans le dos d'une juge](#) - Les juges qui relaxent des violeurs et des policiers violents se font-ils afficher à l'antenne ? Donne-t-on leur nom et parle-t-on de leur vie privée ? Jamais (...) À droite et à l'extrême droite, on trouve toujours la justice trop « laxiste ». On justifie des peines de prison ferme pour des petits larcins - par exemple, un vol de canette ou de baskets après la mort de Nahel, punis de plusieurs mois d'enfermement. On trouve normal qu'un policier exécute un adolescent pour un refus d'obtempérer, au nom du « maintien de l'ordre ». On trouve la prison trop douce et on aimerait rétablir le bagne pour les délinquants. On dit aussi qu'il faut « laisser la justice faire son travail » en cas de violences policières. C'est-à-dire laisser la justice relaxer les policiers qui ont tué, mutilé, violé.

**En fait, pour l'extrême droite, la justice n'est bonne que pour punir les pauvres et les marginalisés. Dès qu'elle s'attaque aux puissants, elle est prise pour cible, et les magistrats qui appliquent le droit sont menacés de mort.**

(...) On est loin, très loin des peines distribuées en 15 minutes en comparution immédiate pour les pauvres. Marine Le Pen a bénéficié des meilleurs avocats, de plusieurs années pour préparer sa défense, d'une médiatisation complaisante, d'un jugement longuement motivé. Rien à voir avec un gardé à vue jugé aussitôt après l'avoir sorti de sa cellule, à la chaîne entre plusieurs affaires, sans avoir eu le temps de consulter un avocat.